

TANT QUE NOUS NE GAGNERONS PAS, ILS ATTAQUERONT !

CNT - Région Parisienne
33, rue des Vignoles (Paris 20)
06 95 45 67 62
br.p@cnt-f.org



Le rouleau compresseur gouvernemental se montre sourd aux protestations légitimes, grèves et manifestations contre la casse du service public, du rail, du Code du travail, contre le gel du point d'indice et le rétablissement de la journée de carence pour les fonctionnaires...

Pendant ce temps, les dividendes des entreprises du CAC 40 s'envolent (94 milliards d'euros de profits en 2017). Mais il leur en faut toujours plus !

Depuis son arrivée au pouvoir, Macron se fait le porte-flingue du MEDEF : toujours plus de flexibilité, de possibilité à licencier, de déréglementation du travail. Ainsi, le travail le dimanche a été encore facilité et la casse des 35 heures est en vue en exonérant de cotisations sociales les heures sup' à partir de septembre 2019.

Pas d'embauches, mais des heures sup' quand l'entreprise en a besoin et du « chômage technique » quand les commandes baissent. C'est nous transformer en variables d'ajustement dans leur guerre économique.

Dans le service public, chaque ministère doit diminuer le nombre de ses fonctionnaires avec l'objectif de 120 000 postes en moins en 5 ans. Une des dernières annonces : 2600 postes en moins dans les collèges et lycées. A certains endroits, les enseignants sont recrutés sur Leboncoin ! Les hôpitaux, les EHPAD sont asphyxiés, les personnels maltraités.

Pour faire passer la pilule, Macron communique, beaucoup. Le CP à 12 pour les seules écoles REP à moyens constants provoquant l'augmentation mécanique des

effectifs ailleurs et des remplacements non-assurés, détruisant encore le service public d'éducation.

La destruction du lycée professionnel le rendrait définitivement subordonné aux exigences des entreprises qui pourront imposer les filières et en orienter le contenu. Dans les universités, Parcoursup, loin d'avoir réglé les problèmes posés par l'ancienne plate-forme APB, se révèle surtout être une aubaine pour les écoles privées plutôt que de donner les moyens à chacun-e de poursuivre les études de son choix.

Autre annonce par le président lui-même : le plan contre la pauvreté. Quel cynisme quand on sait comment il traite les centaines de milliers de travailleuses et travailleurs en contrats aidés dont les postes ont été supprimés, non pour se voir proposer des emplois stables mais pour les précariser encore plus. Et pour aider les chômeuses et chômeurs... l'ancienne DRH devenue ministre Pénicaud annonce une diminution du nombre d'agent-e-s à Pole emploi. A cela s'ajoutent la baisse des APL et la hausse de la CSG pour les retraité-e-s.

Aujourd'hui, le projet du gouvernement est de « réformer » le système des retraites. Jusqu'à quel âge devons-nous travailler pour une retraite lamentable ? Il ne faut pas laisser détricoter notre système de solidarité entre les générations sous prétexte d'harmonisation. S'il faut harmoniser, harmonisons par le haut !

Il est temps de passer à l'offensive et de nous faire entendre, en mettant sur la table nos exigences ! Ils n'imposeront ce qu'ils et elles veulent que si nous les laissons faire !

**L'austérité pour nous, pour eux le pognon ! Ca suffit ! Bloquons l'économie !
Tou.te.s en grève le 9 octobre !**

La CNT revendique immédiatement :

- la réduction massive du temps de travail pour partager le travail
 - la baisse de l'âge de la retraite à taux plein
- l'augmentation des salaires, au lieu des dividendes pour les riches
- la titularisation de tou.te.s les précaires dans la fonction publique
- l'embauche massive de personnels pour des services publics de qualité